

**Journées commémoratives de Ceuta et de Melilla
Bamako, du 28 septembre au 07 octobre 2006**



Illustration de Mbarou BA

**SYNTHESE DES CONCLUSIONS
ET
DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES**

FORUM POUR UN AUTRE MALI (FORAM)

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2 – LA VIOLENCE DE L'EUROPE SECURITAIRE	3
3 – L'EXTERNALISATION DES FRONTIERES ET LA SOUS-TRAITANCE DE LA VIOLENCE.	5
4 - LE CHOMAGE CHRONIQUE ET MASSIF DES JEUNES.....	6
5 - L'INSTRUMENTALISATION DE L'ARGENT DES MIGRANTS.....	7
6 - LE PARCOURS DES FEMMES.....	10
7 – CULTURE, CITOYENNETE ET RECONSTRUCTION.....	11
8. CONVERGENCE DES LUTTES D'AFRIQUE ET D'EUROPE.....	13
9. QUELQUES AXES D'INTERVENTION POUR 2007-2008.....	14
10. PROPOSITIONS ALTERNATIVES.....	15
11. CONCLUSIONS.....	18

1. INTRODUCTION.

Le gonflement des flux de demandeurs d'emplois vers l'Europe qui empruntent la voie terrestre et maritime est une réalité nouvelle et tragique, qui ne peut s'expliquer ni être gérée de manière responsable, démocratique et pacifique qu'a travers une analyse aussi honnête que rigoureuse des bouleversements déclenchés par l'ouverture forcée de l'Afrique au commerce concurrentiel. Il est compréhensible que l'Europe en tant que l'une des principales gagnantes de l'ouverture du continent, occulte le lien entre mondialisation néolibérale et émigration massive et se fourvoie dans les réponses sécuritaires. Il appartient aux Africains, plus particulièrement, à la société civile de lever le voile sur les non-dits qui sont à l'origine du chômage, de l'errance et du racisme en Europe.

2 – LA VIOLENCE DE L'EUROPE SECURITAIRE

Constat

Les participants aux journées commémoratives de Ceuta et de Melilla ont rendu compte de la nature de la violence de l'Europe libérale contre les laissés-pour-compte de l'ouverture forcée de l'Afrique à l'économie de marché. Elle est institutionnelle, policière et symbolique. Elle a été présentée et illustrée à travers différentes interventions, le jeu théâtral, des expositions de photographies et de tableaux.

Les rencontres informelles qui ont précédé les débats en plénière et les travaux de groupe ont permis à certains participants de constater les marques des coups reçus sur les corps de certains retournés et des blessures plus ou moins bien cicatrisées.

Dans le face à face avec les forces de sécurité marocaines aux abords des grillages, la brutalité mais aussi la corruption, qui caractérisent les rapports entre surveillants et surveillés, étaient au cœur de la pièce de théâtre dénommée «le voyage ...». Fouilles, harcèlements, viols, injures racistes, chantages, intimidations, blessures dont de nombreuses fractures ont été rapportés (expression de la violence policière).

Le calvaire de ceux et celles qui parviennent à franchir toutes ces barrières de l'Europe forteresse en dépit des fouilles, des humiliations, des barbelés et des balles a été présenté par Anne de Loisy avec des images à l'appui. Journaliste de son état, elle a pu enquêter six mois durant en zone d'attente en devenant médiatrice pour la Croix-Rouge. Elle rapporte que la France abrite 122 zones d'attente, celle de Roissy (Zapi 3), étant la plus importante : 98 % des demandeurs d'asile y sont faites et la plupart des expulsions y ont lieu.

La commission européenne prévoyait d'investir en 2005, quelques 250 millions d'euros dans des programmes d'assistance technique et financière à la frontière. Elle prépare également la création de « guichets d'immigration » dans les pays frontaliers de l'Europe (Lybie, Albanie, Algérie, Tunisie, Mauritanie) où les migrants seront triés en fonction des besoins de l'Europe. Dans le même temps, la France réaffirme sa détermination à organiser des charters, conjointement avec l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Les non admis qui refusent de repartir dans leurs pays sont présentés en comparution immédiate au tribunal de Bobigny où ils seront condamnés à 3 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de séjour sur le territoire. Une fois libérés, ils sont maintenus en centre de rétention administratif où la police aura trente deux jours pour les expulser. S'ils refusent de quitter le territoire, ils retournent en prison

Conclusion

Les participants aux journées commémoratives de Ceuta et Melilla déplorent cette externalisation des frontières de l'Europe et la sous-traitance de la violence institutionnelle et policière avec des Etats africains soumis.

Propositions alternatives

- Renforcer la coopération entre mouvements sociaux africains et européens.
- Dénoncer l'amalgame entre les mesures sécuritaires et les objectifs de développement des pays d'origine des migrants.
- Exiger le maximum de transparence sur les Accords de réadmission et de coopération que les Etats d'Europe signent avec les Etats d'Afrique, à l'insu des opinions publiques.
- Affirmer le droit des Africains, comme celui de tous les peuples, à la libre circulation tant en Afrique qu'en Europe et dans le monde.
- Briser la culture du silence qui entoure le traitement actuel des émigrés africains par l'Europe forteresse à travers une campagne d'information, qui va au-delà de la simple participation de quelques associations proches des Etats, à la « sensibilisation » des populations et des candidats au départ quant aux risques encourus en prenant la voie terrestre ou maritime.
- Amener le plus grand nombre d'acteurs Africains (société civile, formations politiques, etc.) à appréhender clairement et *correctement* le lien entre le gonflement des flux migratoires et la destruction des économies, du lien social et des écosystèmes dans les pays d'origine du fait de l'imposition du néolibéralisme.
- Eclairer l'opinion publique africaine, *le plus largement possible*, secteur par secteur (agriculture, industrie, commerce, santé, éducation, environnement, ...) quant à la relation de cause à effet entre mondialisation néolibérale et destruction des économies.
- Inscrire le phénomène de l'émigration dans le débat politique africain de manière à obliger la classe politique –dirigeants et candidats au pouvoir- à se prononcer et à proposer les actions concrètes qu'ils envisagent pour mieux protéger les droits économiques et politiques de leurs concitoyens.

- Mettre l'accent sur l'aggravation des risques d'explosion sociale, de déstabilisation politique et de guerres civiles dans les pays d'origine du fait de la confiscation et la manipulation de l'information sur les causes macro-économiques des migrations et la criminalisation des candidats au départ.

3 – L'EXTERNALISATION DES FRONTIERES ET LA SOUS-TRAITANCE DE LA VIOLENCE.

Constats

Piégée par son approche unilatérale, marchande et sécuritaire du phénomène migratoire, l'Europe libérale revendique le droit de trier parmi les hommes et les femmes que sa politique extérieure a souvent obligés à partir de leur pays. Elle affûte ses armes, les traque en sein comme à l'extérieur, sur le sol africain.

L'externalisation des frontières de l'Europe se traduit également par la mise en place, dans nos pays, de système de détection de faux documents, l'envoi d'officiers de liaison, le contrôle à l'embarquement, les amendes infligées aux compagnies aériennes (qui sont passées de 1 500 à 5 000 euros par personnes), et la signature d'accords de réadmission.

La fuite en avant des Etats riches d'Europe dans des politiques de lutte contre l'émigration clandestine à coups de financements des Etats pauvres dont les migrants sont originaires s'apparente à de la corruption politique et de la violence institutionnelle en dehors de débats publics et ouverts en Afrique.

Le ministre français de l'intérieur qui excelle dans cette chasse à l'homme avec sa théorie de l'immigration choisie va jusqu'à prêcher pour un « pacte européen » contre les humains non rentables à l'économie européenne. L'arme du financement permet aux européens bâtisseurs de murs d'obtenir la coopération de certains Etats qui vont jusqu'à participer activement aux rapatriements de leurs ressortissants.

Propositions alternatives

Le FRONTEX, le SIVE et l'ensemble des moyens matériels techniques, financiers et humains actuellement mobilisés contre les migrants africains, au nom de la sécurité de l'Europe relèvent d'une guerre ouverte contre des innocents. Ce ne sont pas les pays riches qui sont en danger et à défendre, mais les peuples leurrés et spoliés d'Afrique à qui l'Union Européenne continue d'imposer des Accords de coopération qui obéissent d'abord à ses intérêts.

Dans leur lutte pour une Europe et une Afrique solidaires, les mouvements sociaux doivent :

- faire des murs qui s'érigent entre les deux continents des symboles de l'Apartheid et de la violence qui est inhérente au modèle néolibéral,

- interpréter l'externalisation des frontières comme une entreprise de recolonisation par les pays riches dont ils ont entravé l'essor et la prospérité attire l'attention de la communauté internationale,
- le lien entre la sous-traitance de la violence à coups de dizaines de millions d'euros et la corruption des dirigeants avec qui des accords sont signés à l'insu des populations,
- interpeller les Etats africains qui acceptent de délivrer les laissez-passer requis pour l'expulsion de leurs ressortissants, notamment ceux d'entre eux qui ont une famille, des enfants, un mari ou une épouse resté (e) en Europe (exemple de certaines victimes des expulsions de Cachan),
- négocier le retour des expulsés vers le pays de destination où ils résidaient, notamment ceux qui ont un ou des enfants dans ce pays.

4 - LE CHOMAGE CHRONIQUE ET MASSIF DES JEUNES

Constats

Originaires du Mali, du Sénégal, du Congo, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Nigeria..., les quêtés africains de passerelles qui se sont retrouvés à Ceuta et Melilla avant de se retrouver vers les îles Canaries ont en moyenne 25-30 ans, c'est-à-dire l'âge de ceux qui, en France, ont rejeté le Contrat Premier Embauche (CPE). Mais, ceux de leur âge en France et dans le reste de l'Europe qui sont soumis au même rouleau compresseur de la mondialisation néolibérale, sont souvent soutenus par des forces sociales et par des parents avisés et organisés.

Les réponses de la Banque mondiale au défi du chômage des jeunes des pays africains sous ajustement, à travers l'AGETIPE, par exemple, ont été d'une inefficacité notoire. Tandis que celles des Etats sont souvent entachées par le calcul politicien.

Les jeunes qui ont pris part aux journées ont mis l'accent sur des réalités économiques et sociales qui découlent de l'échec du système éducatif et des politiques de l'emploi :

- Les élèves et étudiants désirent poursuivre leurs études dans les conditions matérielles, intellectuelles et pédagogiques acceptables et bénéficier d'une qualification professionnelle, étant donné le bas niveau de l'enseignement en Afrique. Les autres souhaitent exercer un métier, n'importe lequel, pour survivre et aider leurs familles notamment leurs mères.
- Le clientélisme, le népotisme et les conflits armés ont poussé d'autres à partir.
- Le rôle des médias qui miroitent les avantages de la vie en Europe a également été souligné.

L'Europe et l'Afrique des dirigeants et leurs institutions se trompent de défis et de stratégies en matière de lutte contre l'émigration africaine en privilégiant la lutte contre la pauvreté, la corruption... Ces politiques qui sont déjà en cours dans la quasi-totalité des pays d'origine des migrants ne sont que colmatage de brèche pour ne pas avoir à remettre en question les politiques néolibérales imposées par les institutions financières internationales et les pays riches.

Conclusions

Il est dès lors de la plus grande importance d'examiner le gonflement des flux migratoires à la lumière des raisons internes et externes de l'échec des politiques économiques. La France qui a été confrontée à la crise des banlieues, en octobre et novembre 2005, précisément aux lendemains des événements de Ceuta et de Melilla, et à celle du CPE, sait ou devrait savoir mieux que tout autre pays européen que la violence ne constitue en rien une réponse aux flux migratoires africains essentiellement composés de jeunes qui revendiquent eux-aussi un emploi.

Propositions alternatives

- Instaurer au niveau national et régional un débat sur le coût social des réformes de la fonction publique, de l'éducation avec un accent particulier sur l'exclusion et le chômage des jeunes.
- Organiser les états généraux de l'emploi jeune sur la base d'un bilan rigoureux des initiatives passées et en cours.
- Impliquer les jeunes et les candidats potentiels à l'émigration dans l'analyse de leur situation et la formulation des réponses.
- Attirer l'attention des dirigeants européens sur la similitude des besoins des jeunes et l'impérieuse nécessité de financer des actions qui leur profitent au lieu de "récompenser les bons élèves".

5 - L'INSTRUMENTALISATION DE L'ARGENT DES MIGRANTS

Constats

Le refus de diagnostiquer l'intensification des flux migratoires comme l'un des méfaits de la mondialisation néolibérale et d'en tirer les conséquences entretient de faux espoirs quant au rôle de l'argent des migrants dans l'intégration de leurs pays dans une économie mondiale injuste. Faire de cet argent, l'un des éléments clés de l'investissement qui fait défaut au développement de leurs pays d'origine est cette thèse de nombreux libéraux d'Europe et d'Afrique par les institutions internationales.

Le co-développement dont il s'agit est-il réellement en mesure de corriger les erreurs, les inégalités et les injustices du système économique dominant qui sont minimisées ou occultées dans l'analyse des causes migratoires actuelles ?

Le groupe qui s'est penché sur ces questions a rappelé que les quelques 200 millions de migrants qui vivent de par le monde, génèrent des flux qui sont estimés à environ 300 milliards d'euros par an. S'agissant des Africains en France à la fin des années 90, la Banque de France chiffrait à 20 574 000 000 FF leurs envois de France dans leurs pays d'origine soit :

- 5,906 milliards pour les Marocains,
- 2,580 milliards pour les Algériens,
- 6,65 milliards pour les Tunisiens,
- 4,9 milliards les Maliens,
- 2,14 milliards pour les Sénégalais.

Ces transferts officiels sont acheminés par les banques, les bureaux de Poste ainsi que des réseaux informels qui, par leur rapidité et leur faible coût, défient les institutions financières.

Conclusions

Officiels ou non, les transferts de fonds des migrants leur ont permis de venir en aide à leurs familles et à leurs communautés, à travers des microprojets dans les domaines les plus divers notamment la santé (construction de centres de santé, illustrée par 5 nouveaux centres à Kayes et, en Mauritanie, un nouveau centre par rayon de 15 km), de l'éducation (construction de plusieurs classes et fourniture de matériel scolaire, forages, électrification...)

Faut-il pour autant en déduire que cet argent qui contribue à soigner bien des plaies ouvertes par le développement extraverti peut et doit être orienté vers la consolidation de ce même modèle tiré par le marché ?

La plupart des participants invite à la prudence face à des solutions nouvelles qui ne sont que diversion là où une remise en question radicale des rapports Nord/Sud et Europe-Afrique s'impose. Les migrants savent à qui ils adressent la partie du fruit de leur labeur qu'ils destinent à leurs pays ainsi dans quel secteur et comment le dépenser. Ce serait une terrible ironie du sort que d'adhérer à la thèse des néolibéraux qui s'intéressent visiblement plus à leur avoir qu'à leur droit et leur dignité.

Propositions alternatives

- Réfuter toutes les thèses qui confortent le schéma néolibéral de rentabilisation de l'argent des migrants.
- Explorer et promouvoir avec eux, au sein de leurs associations, des initiatives créatrices de richesses dont ils comprennent et contrôlent les tenants et les aboutissants.
- Articuler les microprojets initiés par les migrants avec les projets gouvernementaux favorables à leur participation effective à la prise de décision, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi,

- Accorder une attention particulière à la maîtrise totale de l'eau dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage ainsi qu'à la demande d'électrification.
- Accroître le rôle et la place des migrants dans la renégociation des Accords de coopération de manière à les conformer aux besoins véritables de leurs pays.
- Ne pas s'en remettre aux politiciens européens ni à leurs alliés africains dont l'unique objectif est d'enlever aux Africains non solvables l'envie de circuler librement.
- Examiner de manière sereine et rigoureuse, les modalités de la mutualisation, de l'accès au crédit auprès des banques et d'autres organismes financiers.
- Taxer de 5 à 10% les rémunérations de 20% engrangées par les compagnies de transfert d'argent (telles Western Union, Money Gram, etc.), lors de l'envoi d'argent des immigré(e)s vers l'Afrique au profit des projets des expulsé(e)s et des jeunes.
- Taxer les transferts de fonds de l'Afrique vers le Nord, au profit des jeunes.
- Rapatrier tous les fonds africains placés dans les banques occidentales avec l'appui de la Communauté Internationale (Etats et Sociétés Civiles, Nations Unies et Institutions Financières, pour financer le développement en Afrique.
- Affecter au moins 70% de l'argent de la coopération aux financements des projets des expulsé(e)s et des jeunes avec implication des Sociétés Civiles nationales et internationales, et aussi des jeunes et des mères ;
- Renforcer le désenclavement des Etats entre eux et des régions à l'intérieur des Etats et favoriser le développement d'entreprises de biens et de services le long des infrastructures économiques et commerciales et des routes mises en place.
- Rendre obligatoire dans le cahier de charges des entreprises qui s'installent en Afrique, une clause prioritaire pour l'embauche des jeunes des pays et régions concernés.
- Encourager l'Etat à créer des fonds d'investissement spécifiques en faveur des projets des jeunes avec leur participation et celle des sociétés civiles au contrôle de leur financement.

6 - LE PARCOURS DES FEMMES

Les Camerounaises, les Congolaise et les Nigériennes sont, du côté des femmes, les plus nombreuses. Elles témoignent que tout le long du voyage vers l'Europe, elles subissent plus durement que les hommes le racket qui est permanent. Elles sont agressées sexuellement par les forces de l'ordre, mais aussi de la part de leurs compagnons de route qui, selon les circonstances, les protègent ou abusent d'elles. *"Totalelement dépendantes, toujours cachées, voire séquestrées, nous servons parfois de monnaie de change pour faire avancer le groupe. Le manque d'hygiène est dramatique, l'urine étant une boisson à garder et à partager quant l'eau vient à manquer cruellement"*, rapporte Aminata B.

Les conditions de vie sont déplorables en Afrique du Nord : *"Nous sommes souvent traitées comme des animaux par les populations locales qui en plus de leurs préjugés, sont souvent intoxiquées par les autorités politiques qui leur demandent de se méfier de nous et de leur signaler notre présence. Aussi, vivons-nous dans des ghettos, c'est-à-dire dans la promiscuité et l'insalubrité en fouillant les poubelles pour nous nourrir"* témoigne Maïmouna C.

L'humiliation est quotidienne. *"Généralement traquées par les policiers, nous sommes constamment sur le qui-vive de peur d'être arrêtées et de subir de leur part des sévices corporels qui peuvent, parfois, conduire à la mort. Au niveau de la barrière, nous sommes victimes de nombreux abus tant de la part des passeurs que des forces de l'ordre. Quand nous sommes expulsées, le retour se fait dans des conditions souvent plus pénibles que celles de départ. Déçues, désillusionnées, nous sommes transférées de camps en camps, de villes en villes, agressées sexuellement par les passeurs et les policiers. La faim, la soif, la fatigue, les viols, les meurtres, qui caractérisent l'allée sont présents sur le chemin du retour. Les grossesses indésirées et maladies infectieuses sont nombreuses. En cas de grossesses, nous accouchons dans le désert dans des conditions particulièrement pénibles.*

Pour celles qui empruntent la voie maritime, les galères sont les mêmes que celles du désert, à quelques différences près : - les embarcations (zodiaques et autres) sont peu sûres, les gens y sont entassés comme des sardines. Certains se suicident. D'autres cherchent l'oubli dans la drogue " selon Clariste S.

Témoignage de Babili DEMBELE :

« Depuis notre retour, la plupart d'entre nous sont confrontés au chômage qui est en général la principale cause de notre départ du Mali.

La seule chose qui a été satisfaisante pour moi, c'est qu'une personne de la société civile malienne nous a accueillis en essayant de nous garantir le minimum. C'est cela qui m'a quelque peu soulagé. Je suis artisan maintenant grâce à elle. J'ai appris beaucoup et peur même créer des colliers, des boucles d'oreilles etc...Je n'ai pas pu pour autant me rendre dans mon village depuis mon retour à cause de mes difficultés

financières. Je suis donc obligé de rester à Bamako en attendant même si la vie n'y est pas facile.

Je lance un appel aux autres camarades qui sont dans la même situation que moi, pour qu'ils ne se découragent pas, pour qu'ils reviennent afin que dans le travail, nous puissions relever le défi que les Européens nous ont lancé en nous choisissant ».

7 – CULTURE, CITOYENNETE ET RECONSTRUCTION

Constats

Les journées commémoratives de Ceuta et de Melilla ont enregistré la participation de nombreux artistes, créateurs et intellectuels maliens et africains qui ont tenu à témoigner leur solidarité à l'endroit des victimes de la répression de l'émigration vers l'Europe. Le Professeur Ki ZERBO a adressé au Forum un message de soutien dans lequel, il rappelle que *"si nous nous couchons, nous sommes morts"*.

Le défi qui interpelle l'Afrique est éminemment culturel parce que l'ajustement aux normes du marché s'inscrit sur le même registre que l'ajustement aux valeurs des nations dominantes qui a été un travail de renoncement à soi et à sa culture. Aussi, le FORAM a-t-il fait appel à des artistes talentueux et engagés dans chaque aspect et à chaque étape de son travail d'écoute et d'accompagnement des retournés de Ceuta et de Melilla. C'est ainsi que l'artiste Nahawa DOUMBIA et sa fille Doussou BAGAYOKO ont participé à la "marche de la dignité" en Europe en octobre 2005 et dont les autres membres étaient, Aminata Dramane TRAORE, Assétou Founè SAMAKE (enseignante), Awa CISSE (artisane) et Fanta DIARRA (paysanne). L'artiste plasticien Ismaël DIABATE du Mouvement "NKO" et l'ancien Ministre de la Culture, Diadié Yacouba DAGNOKO, Didier AWADI, Awa MEITE et Malick TOURE ainsi que le metteur en scène Aguibou DEMBELE ont pris une part active dans l'accueil, l'écoute et l'encadrement des retournés au Centre Amadou Hampaté Ba.

"La main qui saigne" est le très expressif logo que l'artiste sénégalais Mbarou BA a conçu pour illustrer la tragédie de Ceuta et de Melilla

En résidence de création au Centre Culturel Français (CCF) de Bamako depuis le 15 août, les auteurs de l'œuvre théâtrale, chorégraphique et musicale "2147 l'Afrique"¹, ont rendu eux aussi hommage le 28 septembre 2006 aux naufragés de l'émigration « clandestine ». Dans cette œuvre Moïse TOURE, Jean Claude GALLOTA et Rokia TRAORE, ont, à partir des textes de Boubacar Boris DIOP, Dieudonné NIANGOUNA et Hubert COLAS, prouvé que l'Afrique ne saurait attendre « 2147 » pour réduire de moitié la pauvreté qui la décime et qu'il appartient aux Africains de le vouloir et de se mobiliser.

1

Les cérémonies, d'ouverture (du 03 octobre 2006) et de clôture (du 07 octobre 2006) ont été marquées par les prestations artistiques et culturelles des retournés eux-mêmes à travers chants, danses et théâtre ainsi que celles de Fantani TOURE, Oumou SANGARE, Amkoulel, Micky et Cheick Tidiane SECK (qui a joué un rôle important dans la coordination du volet artistique des journées, Didier AWADI, Nahawa DOUMBIA, Princesse Erika, Beege et l'impératrice Naboo.

Les journées ont également été marquées par des expositions de tableaux, d'objets en vannerie réalisés par les membres de l'association Retour-Travail-Dignité ainsi que des photos de Anne de LOISY sur les conditions de vie des émigrés dans les centres de rétention en Europe, notamment en France. Des poèmes ont également été proposés et lus par des retournés et des poètes.

Conclusions

Au regard de la gravité des faits dont les retournés ont témoigné tout au long des journées et de l'analyse des causes profondes de leurs départs, les artistes qui ont participé au Forum ont décidé de se mobiliser davantage et de participer auprès du FORAM à la lutte pour la vérité et la dignité de l'Afrique.

Propositions

- Donner de la voix aux "sans voix" en diffusant le plus largement possible auprès des artistes, des créateurs et les intellectuels, les causes et les conséquences de l'émigration massive vers l'Europe.
- Tirer les enseignements du FORAM et du Centre Amadou Hampâté Ba où des membres de l'association Retour-Travail- Dignité font preuve d'une grande créativité dans la réalisation de tableaux, de vannerie, de colliers etc...
- Organiser des manifestations culturelles (ateliers d'écriture, expositions-vente, concerts...) en vue de promouvoir les créations des retournés.
- Poursuivre le débat sur la relation entre culture et économie ainsi que le rôle de la créativité et des créateurs dans la reconstruction du tissu économique et social.
- Promouvoir des universités "sans murs" qui seront des lieux de cette prise de conscience des exigences d'une économie plus ancrée dans nos cultures et axée sur les besoins des populations en produits locaux de qualité, en emplois durables et en revenus.
- Entreprendre une campagne d'information de grande envergure dans nos langues nationales en utilisant des supports pertinents en vue d'informer le plus largement possible les populations quant à la nécessité d'un modèle économique qui permet à l'Afrique de vivre de ses richesses.

8. CONVERGENCE DES LUTTES D'AFRIQUE ET D'EUROPE

La véritable solution à l'émigration telle qu'elle se déroule sous nos yeux, n'est ni policière, ni humanitaire mais politique, économique, sociale et culturelle dans le cadre d'une transformation radicale des relations entre l'Europe et l'Afrique. Ce sont les peuples et les partis progressistes d'Europe et d'Afrique qui sont en mesure de comprendre cette exigence et d'inscrire la coopération euro-africaine dans cette perspective. En même temps que le destin de leurs peuples, celui des Africains est scellé, à leur insu, dans le cadre de la construction européenne. L'aide au développement de l'Afrique est devenue, en effet, l'aide au commerce. Les accords de Schengen (1990), le traité d'Amsterdam (signé en 1998 et entré en vigueur en 1999), le Conseil européen de Tampere (1999), la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen (2000), sont autant de jalons de construction de l'Europe forteresse et cependant prédatrice.

Le Forum Social Mondial Polycentrique (FSMP) de Bamako auquel les retournés de Ceuta et de Melilla ont pris une part active a, d'une part, contribué à l'articulation du débat sur les migrations africaines et la mondialisation néolibérale et de l'autre, à la convergence des actions des mouvements sociaux africains et européens.

Le Forum Social Mondial de Nairobi, (janvier 2007) ainsi que le Forum de la Souveraineté Alimentaire (février 2007) à Bamako seront d'autres temps forts dans la réflexion et l'action de la société civile mondiale contre la criminalisation du phénomène migratoires et la défense de la liberté de circulation des personnes.

Conclusion

Ce rapport n'épuise nullement le débat sur les causes de l'émigration légale ou illégale qui sont multiples. L'objectif politique du FORAM vise à contrer le discours dominant et mensonger qui les réduit au triptyque "pauvreté-corruption-guerre" et ajoute ainsi à la stigmatisation de l'Afrique et au racisme contre ses ressortissants. Son objectif est également pédagogique. Le FORAM voudrait sur ce plan, soustraire les réponses aux migrations africaines des solutions superficielles et politiquement explosives à moyen et long terme de la "sensibilisation" sans analyse critique du modèle économique qui les pousse à partir.

9. QUELQUES AXES D'INTERVENTION POUR 2007-2008

Lors de l'atelier de restitutions des 27 et 28 /11/06, plusieurs projets ont identifiés.

A COURT TERME

- le pavage des rues
- l'extraction et la livraison de sable
- l'éducation et la communication en milieu scolaire après formation
- la construction des cases à Sélingué dans le cadre du Forum de la souveraineté alimentaire.
- l'ouverture d'un salon de coiffure mixte.
- le commerce solidaire.
- l'artisanat de haut de gamme : Vannerie, bijoux, textiles, calebasses...
- les arts plastiques : Peinture, sculpture etc...
- l'exposition vente des objets artisanaux
- l'appui direct à ceux qui ont du talent en matière de manifestation culturelle.
- la recherche de parrainage pour les sportifs, les élèves et étudiants.

A LONG TERME

► **Mise en place du réseau sous-régional de "Retour-Travail-Dignité"** : Guinée, Sénégal, Cameroun

► **Formation ciblée :**

► **Communication – Education** : création de support, formation des éducateurs, éducation des masses

► **L'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire** : Didiéni, Kita, Sélingué

► **Tourisme culturel**

► **Santé et esthétique**

- **Restitution des conclusions des journées et débats dans le cadre de « la caravane de la dignité »** à Bamako, Paris, Bruxelles, Madrid, Rome, Dakar
- **Projection du film**
- **Exposition/vente de tableaux et des produits des retournés de Ceuta et de Melilla**

10. PROPOSITIONS ALTERNATIVES

AU FORAM

Les initiatives du FORAM (accueil, dialogue, caravane de la dignité, création de l'association Retour Travail dignité, alphabétisation, activités génératrices de revenus ...) ont été saluées par l'ensemble des participants. Ceux-ci ont invité les responsables de ce réseau à :

- poursuivre, consolider et diversifier ses activités et à diffuser les résultats
- donner un large écho aux conclusions des journées et à toutes les initiatives qui se révèlent porteuses en matière de reconstruction de la morale des retournés et de leur réhabilitation dans leurs droits
- jeter dans les pays de la sous-région qui en ont fait la demande en l'occurrence la Guinée et le Sénégal les bases de la dynamique qui est en cours au Mali au niveau de l'association Retour Travail Dignité
- saisir l'Union Africaine, l'Union Européenne et les Etats qui les composent de l'impérieuse nécessité de prôner une autre grille de lecture des migrations africaines

Au Forum Social Africain

Le Forum Social Mondial Polycentrique (FSMP) de Bamako (janvier 2006) a créé entre les organisations et les acteurs du mouvement social mondial une synergie dont les journées de Bamako constituent le prolongement.

Le Forum Social Mondial de Nairobi en janvier 2007 sera l'occasion d'aller plus loin dans l'analyse critique des causes des migrations transfrontalières dont celles des africains vers l'Europe, la dénonciation de la violence contre les migrants, l'affirmation de la liberté de circuler pour tous les humains et la participation des populations à la défense de leurs droits économiques, politiques, sociaux et culturels.

Le Forum social Africain devra :

- exiger le maximum de transparence sur les Accords de réadmission et de coopération que les Etats d'Europe signent avec les Etats d'Afrique à l'insu des opinions publiques
- affirmer le droit des Africains, comme celui de tous les peuples, à la libre circulation tant en Afrique qu'en Europe et dans le monde.

A L'Union Africaine

Les participants aux journées commémoratives de Bamako déplorent le silence de l'Union Africaine et des Etats africains qui s'apparente à de la trahison. Les retournés de Ceuta et de Melilla l'expliquent par le fait qu'ils ne comptent pas pour des dirigeants africains qui à l'instar de leurs homologues européens sont élitistes. Si l'immigration choisie qui revendique les talents et les compétences a fait réagir certains dirigeants politiques et institutionnels. Le silence aura été général face à la tuerie de Ceuta et de Melilla.

- Déposer lors de la quarantième session de l'Union Africaine, une plainte quant au traitement de l'immigration par nos gouvernants et qui sera appuyée par le FORAM en intelligence avec d'autres acteurs de la société civile critique ;
- Inviter la CDEAO à organiser un Sommet Extraordinaire sur les Migrations dans le cadre des relations entre l'Europe et l'Afrique et créer un Observatoire de ce phénomène en Afrique de l'Ouest ;
- Interpeller la Francophonie, la CDEAO et la Commission Africaine des Droits de Homme, la Commission Européenne, les nations Unies et le Conseil de Sécurité sur les cruautés infligées aux africains lors des expulsions et exiger le respect des clauses de liberté de circulation des personnes et des biens

A L'Union Européenne

Les participants estiment qu'il n'y a pas un drame de l'émigration africaine clandestine mais l'effet boomerang de plus de cinquante années de coopération au développement asymétrique entre l'Europe et l'Afrique.

Les participants aux Journées commémoratives des événements dramatiques de Ceuta et de Melilla estiment que l'Europe a les moyens de lutter autrement contre la clandestinité et de promouvoir des réponses respectueuses des droits humains des Africains. Cette perspective exige :

- la démocratisation des relations entre l'Europe et l'Afrique, l'Union Européenne et l'Union Africaine de telle sorte que les dirigeants africains ne soient plus les otages de leurs homologues européens qui sont eux-mêmes que service des multinationales,
- la reconnaissance du gonflement des flux migratoires africains comme l'une des conséquences directes de l'échec des politiques néolibérales en Afrique,
- le respect du droit des Africains à des processus électoraux qui donnent lieu à des débats de fond quant aux conséquences néolibérales dans différents secteurs et leur lien avec l'émigration des paysans, des compressés, des jeunes diplômés, des femmes etc.,
- la reconnaissance de la violence du dispositif sécuritaire (FRONTEX, SIVE, contrôles abusifs...) qui assimile clandestinité et terrorisme nécessite d'impliquer les populations concernées dans l'analyse de la situation,
- l'arrêt immédiat du financement de la "lutte contre l'émigration clandestine" qui consiste à sous-traiter la violence et à faire du saupoudrage là où des remises en question fondamentales s'imposent.

11. CONCLUSIONS

L'impérieuse nécessité de la démocratie mondiale

- Il n'y a pas d'issue au gonflement des flux migratoires africaines vers l'Europe en dehors de la lutte du néolibéralisme prédateur qui appauvrit chaque jour davantage les pays d'origine des migrants.
- L'argent des contribuables européens qui est en train d'être injectés en Afrique dans "la lutte contre l'émigration clandestine" relève de la corruption des dirigeants africains qui n'ont jamais consulté leurs concitoyens quant aux causes profondes du phénomène et qui n'ont pas de solutions crédibles et justes à proposer.
- La réaffirmation avec force du droit des Africain(e)s à disposer librement de leurs ressources et à circuler tout aussi librement devra, en toute circonstance, servir d'arguments aux dirigeants et aux négociateurs africains.
- La confrontation des Accords de Partenariat Economique (APE) et les Accords de réadmission des migrants mettent en lumière les incohérences du système économique dominant.
- La dynamisation en Europe et en Afrique, du débat citoyen et parlementaire sur le fardeau de la dette, à la lumière d'un bilan rigoureux des allègements et annulations promis.
- Une vaste campagne d'information des populations sur les mécanismes de l'endettement et de la perte de la souveraineté politique.
- La pression sur les acteurs externes afin qu'ils reconnaissent leur part de responsabilité dans l'accumulation de la dette illégitime et admettent de les annuler sans conditions.
- Le plaidoyer pour la restitution des montants remboursés au titre de la dette odieuse aux peuples qui sont désormais à s'entretuer ou à errer, parce que spoliés.

La lutte contre la corruption

- Le discours dominant sur la corruption sert davantage de moyens de pression pour les bailleurs de fonds que de défense des droits des populations, notamment, les plus vulnérables. Les Africains – gouvernants et gouvernés- se doivent de soustraire le débat sur la corruption, de l'approche "bonne gouvernance" qui sous-entend sécurisation de l'environnement pour la libre circulation des capitaux des investisseurs étrangers.
- Explorer et mettre en lumière les repères et les leviers qui devront permettre à la société de faire coïncider éthique et politique et de faciliter le contrôle citoyen des choix et des décisions à tous les niveaux.

- Chaque aspect de la crise africaine devra obéir à cette nécessité de nous doter de nos propres outils d'évaluation, d'espaces d'interpellation et de propositions.